

Écologica page 118 (2007)

Une économie au-delà du travail emploi, de l'argent et de la marchandise, fondée sur la mise en commun des résultats d'une activité comprise d'emblée comme commune, s'annonce possible : une économie de la gratuité.

(...)

Le travail peut recouvrer son autonomie, se tourner vers la réalisation de tout ce qui n'a pas de prix, ne peut être ni acheté ni vendu; devenir ce que nous faisons parce que réellement nous désirons le faire et trouvons notre accomplissement dans l'activité elle-même autant que dans son résultat. La grande question est : que désirons nous faire dans et de notre vie ? Question que la culture économiste du « plus vaut plus » empêche de poser

(...)

L'économie de la gratuité est une anti-économie : une économie très largement démonétarisée, qui n'est plus régie par les critères de rentabilité de l'économie d'entreprise mais par le critère de « l'utilité », de la désirabilité des productions (...) On retrouve ce combat contre l'économicisme dans les écrits de Serge Latouche, dans le mouvement des logiciels libres, et tout dernièrement, dans l'ouvrage extraordinairement riche de Laurence Baranski et Jacques Robin, *L'Urgence de la métamorphose*.

Écologica page 139 (2005)

Quand la société produit de plus en plus de richesse avec de moins en moins de travail, comment peut-elle faire dépendre le revenu de chacun de la quantité de travail qu'il fournit? Cette question est devenue de plus en plus lancinante à la suite du passage au postfordisme. la « révolution informationnelle », qu'on a d'abord appelée « révolution microélectronique » a permis de gigantesques économies de temps de travail dans la production matérielle, la gestion, les communications, le commerce de gros, l'ensemble des activités de bureau. Dans un premier temps (de 1975 à 1985), les gauches syndicale et politique ont tenté d'imposer des politiques de redistribution du travail et des revenus, selon la devise : « Travailler moins pour travailler tous, et vivre mieux ». Elles ont échoué.

Écologica page 149 (2005)

Le plus souvent, les emplois de serviteur transforment seulement en prestations rémunérées des services que les gens pourraient échanger sans payer ou des activités qu'ils pourraient bien assumer eux mêmes. La transformation en emploi de ces activités, en effet, n'économise pas du temps de travail, ne fait pas gagner du temps à l'échelle de la société; elle redistribue seulement du temps. Le caractère improductif des services achetés et vendus se reflète sur ce plan.

Il n'y a pratiquement pas de limite à l'extension de ce genre d'échanges marchands. Dans *World Philosophie* (Paris, 2000) Pierre Lévy envisage de transformer en *business* tous les échanges sociaux et toutes les relations interpersonnelles : « Sexualité, mariage, procréation, santé, beauté, identité, connaissances, relations, idées,... nous serons constamment occupés à faire toutes sortes de *business*... La personne devient une entreprise, il n'y a pas de famille, ni de nation qui tienne. » Les gens passent alors leur temps à se vendre les uns aux autres. Ils sont tous non seulement des marchands mais des marchandises en quête d'acheteurs.

Il faut replacer la revendication d'un revenu d'existence dans ce contexte. Son but n'est pas de perpétuer la société de l'argent et de la marchandise, ni de perpétuer le modèle de consommation dominant des pays dits développés. Son but est, au contraire, de soustraire les chômeurs et précaires à l'obligation de se vendre : de libérer l'activité de la dictature de l'emploi (...) Comme le dit le texte de l'une des associations de chômeurs les plus influentes en France, le revenu d'existence doit « nous donner les moyens de déployer des activités autrement plus enrichissantes que celles auxquelles on veut nous contraindre », des activités qui, épanouissantes pour les individus, créent aussi des richesses intrinsèques qu'aucune entreprise ne peut fabriquer, qu'aucun salaire ne peut acheter, dont aucune monnaie ne peut mesurer la valeur.

Ces richesses intrinsèques sont, par exemple, la qualité du milieu de vie, la qualité de l'éducation, les liens de solidarité, les réseaux d'aide et d'assistance mutuelle, l'étendue des savoirs communs et des connaissances pratiques, la culture qui se reflète et se développe dans les interactions de la vie quotidienne - toutes choses qui ne peuvent prendre la forme marchandise, qui ne sont pas échangeables contre rien d'autre, qui n'ont pas de prix mais une valeur intrinsèque. C'est d'elles que dépendent la qualité et le sens de la vie, la qualité d'une société et d'une civilisation. Elles ne peuvent être produites sur commande. Elles ne peuvent être produites que par le mouvement même de la vie et des relations quotidiennes. Leur production demande du temps non mesuré.

Le revenu social inconditionnel est revendiqué pour permettre à toutes ces activités libres non prescrites dont dépend l'épanouissement des facultés et des relations humaines. L'Éducation, la culture, la pratique des arts, des sports, des jeux, des relations affectives n'ont pas à *servir à quelque chose*. Ce sont des activités par lesquelles les hommes se produisent pleinement humains et posent leur humanité comme le sens et le but absolu de leur existence. C'est *par dessus le marché* seulement qu'elles accroissent aussi la productivité du travail : elles lui permettent de devenir de plus en plus intelligent, inventif, efficace, maître de son organisation collective et de ses conséquences externes, donc économe de temps et de ressource. Le revenu social aura ce résultat à condition de ne pas être assujéti par avance à un enchaînement de tâches prédéterminées, de ne pas être le *moyen* d'atteindre l'accroissement de la productivité. Au contraire, l'activité productive doit être un des *moyens* de l'épanouissement humain, non l'inverse. C'est ainsi qu'elle sera le plus économe de ressources, d'énergie et de temps.

Cette conception est évidemment contraire à la conception dominante de la rationalité économique. Elle est vivement combattue par les représentants du capital. Selon eux, les hommes sont avant tout des moyens de production, et leur éducation, leur formation, leur culture doivent être utiles à leurs fonctions productives. L'enseignement, la culture doivent *servir à quelque chose*, fournir à l'économie des forces de travail adaptées à des tâches prédéterminées.

Les dirigeants d'entreprises avancées savent parfaitement que cette conception instrumentale de la culture est devenue indéfendable et ils le reconnaissent parfois en disant que ce qui compte chez les personnels dont ils ont besoin est la créativité, l'imagination, l'intelligence, la capacité de développer continuellement leurs connaissances. Le temps passé au travail ne mesure plus leur contribution à la production. Ce temps est souvent moindre que le temps qu'ils passent en dehors de leur travail à entretenir leurs capacités cognitives, imaginatives par des activités qui « ne servent à rien », qui *sont* l'épanouissement humain et qui ne le produisent pleinement qu'à condition de ne pas être assujéti à des impératifs étrangers.

Telle est la contradiction que traverse aujourd'hui un capitalisme qui reconnaît dans la « connaissance », dans le développement des capacités humaines la force productive décisive et qui ne peut disposer de cette force qu'à condition de ne pas l'asservir. *Le droit des hommes à exister indépendamment de ce « travail » dont l'économie a de moins en moins besoin est désormais la condition dont dépend le développement d'une économie dite de la connaissance (Knowledge economy) qui s'attaque en fait aux fondements de l'économie politique capitaliste.*

La revendication d'un revenu d'existence découplé du temps de travail et du travail lui-même n'est donc pas une utopie. Au contraire, elle prend acte du fait que le « travail », tel qu'on l'entend depuis deux siècles, n'est plus la force productive principale, et que la force productive principale, le savoir vivant, ne peut être mesurée avec les étalons habituels de l'économie ni rémunérée selon le nombre d'heures pendant lesquels chacun le met en oeuvre.

Cela dit, je ne pense pas que le revenu d'existence puisse être introduit graduellement et pacifiquement par une réforme décidée « d'en haut ». Comme l'écrivait Antonella Corsani « ... il ne doit surtout pas s'inscrire dans une logique redistributive mais dans une logique subversive de dépassement radical de la richesse fondée sur le capital et le travail. » L'idée à elle seule du revenu d'existence marque une rupture. Elle oblige à voir les choses autrement et surtout à voir l'importance des richesses qui ne peuvent pas prendre la forme valeur, c'est à dire la forme de l'argent et de la marchandise.

Le revenu d'existence, quand il sera introduit, sera une monnaie différente de celle que nous utilisons aujourd'hui. Elle n'aura pas les mêmes fonctions. Elle ne pourra pas servir à des fins de domination, de puissance. Elle sera créée « d'en bas », portée par une lame de fond, en même temps que des réseaux de coopératives communales d'autoproduction (...) en réponse à une conjonction des différentes formes de crise que nous sentons monter : crise climatique, crise écologique; crise de l'énergie et crise monétaire par suite de l'effondrement du système de crédit. Nous sommes tous des Argentins en puissance. La suite dépend largement des groupes et des mouvements dont les pratiques esquissent les possibilités d'un autre monde et le préparent.